



Bulletin N°6 août 2006

NB: Il est possible que certains d'entre vous reçoivent ce bulletin à plusieurs exemplaires, n'hésitez pas à nous le signaler. Si vous ne souhaitez plus recevoir ce bulletin ou si vous voulez réagir d'une manière ou d'une autre, prière d'envoyer un message exclusivement à l'adresse suivante:
<mailto:nonalaguerre@bluewin.ch>.

Le navire des projets impériaux sombre - Gilbert Achcar*

Le 6 août 2006

"La défaite du Hezbollah serait une perte énorme pour l'Iran, aussi bien du point de vue psychologique que sous l'angle stratégique. L'Iran perdrait sa tête de pont au Liban. Elle perdrait ses principaux moyens de déstabiliser et de pénétrer le coeur du Moyen-Orient. Cela montrerait que l'Iran a visé beaucoup trop haut en essayant de devenir une superpuissance régionale. Les Etats-Unis ont tout fait pour permettre à Israël de gagner pour que tout ceci se réalise. Ils ont misé sur la capacité d'Israël à accomplir cette tâche, et ils ont été déçus. La direction du Premier Ministre Ehud Olmert s'est révélée chancelante et incertaine... Sa recherche d'une victoire à bon compte a mis en péril non seulement l'opération au Liban mais également la confiance qu'avait l'Amérique en Israël."

Charles Krauthammer, Washington Post, 4 août 2006

"Mais l'administration doit maintenant admettre ce que tous ceux qui croyaient en l'importance de viser juste en Irak - y compris moi-même - a dû admettre: que cela soit dû à Bush ou aux Arabes on a loupé le coche, et nous ne pouvons pas continuer à jeter des vies les unes après les autres... Mais la deuxième option est celle de quitter l'Irak. Car la pire des options - celle que l'Iran préfère - est que nous restions en Irak, en train de nous saigner à blanc et présentant une cible facile pour l'Iran si nous nous attaquons à ses installations nucléaires... Nous devons nous occuper de l'Iran et de la Syrie, mais à partir d'une position de force - ce qui exige une large coalition. Plus longtemps nous maintiendrons en Irak une stratégie unilatérale, qui est mise en échec, plus difficile il sera de construire une telle coalition, et plus grande sera devenue la force des ennemis de la liberté."

Thomas Friedmann, New York Times, 4 août 2006

Chaque jour qui passe voit davantage de ceux qui soutenaient avec enthousiasme la poussée impérialiste de l'administration Bush au Moyen-Orient quitter ce navire en perdition. Il n'y a plus de doute que ce que certains prédisaient depuis longtemps est en train de se réaliser:

L'administration Bush comptera pour les historiens du futur comme l'une des équipes les plus maladroites qui n'ait jamais été à la barre de l'Empire Américain.

Bush et ses complices ont déjà conquis leur position dans la mémoire collective comme ceux qui ont creusé la tombe des ambitions impériales US après la guerre froide: ils ont accompli l'exploit de gaspiller les conditions exceptionnellement favorables dont bénéficiait l'impérialisme US depuis que l'autre colosse mondial a commencé à s'émietter à partir de 1989. Ils ont gaspillé une opportunité unique que ce même Krauthammer, cité plus haut, avait appelé à l'époque "le moment unipolaire". Mais ils l'ont gaspillé parce qu'ils avaient la même prétention démesurée qui a distingué les Krauthammer et autres Friedmann.

Le dossier dans un numéro récent du Time magazine, publié avant le début de la nouvelle guerre d'Israël au Liban, annonçait "la fin de la diplomatie style cowboy", et prenait acte du fait évident que "la doctrine Bush était en dérive dans le principal lieu où les US avaient essayé de l'appliquer".

"Même si personne à la Maison-Blanche ne remet ouvertement en question la décision de Bush de mener la guerre en Irak, certains collaborateurs avouent maintenant que cela a entraîné un coût important aussi bien sur le plan militaire qu'en termes de ressources, de soutien public et de crédibilité à l'étranger. L'administration paie tous les jours cette facture lorsqu'elle essaie de gérer d'autres crises. Il est presque impossible pour les US de continuer à mener une politique étrangère proactive tout en essayant de trouver un moyen de s'extraire de l'Irak. Partout dans le monde, aussi bien les amis des US que leurs adversaires, prennent acte des tensions que subit la superpuissance, et dans bien des cas ils en profitent. Si la chute de Saddam Hussein a marqué le niveau le plus haut de l'hégémonie US, ces dernières trois années ont vu une érosion continue de la capacité de Washington de plier le monde à sa volonté." ⁱ

Le grief le plus sérieux des auteurs était formulé comme suit:

"Il peut s'avérer que l'Irak ne sera pas seulement le premier mais également le dernier laboratoire pour la guerre préventive. Au lieu de dissuader les dirigeants à Téhéran et à Pyongyang, les agissements de l'occupation US ont peut-être encouragé ces régimes dans leur recherche d'armes nucléaires, tout en freinant la force de dissuasion des militaires US".

Dans l'article du Time, cette constatation très amère s'accompagnait du même espoir qui est partagé par une série d'alliés, de protégés et de clients des US: pour tous, avec la notable exception du gouvernement israélien, le fait que les néo-conservateurs les plus en vue de l'administration Bush aient été écartés, a nourri l'espoir qu'une nouvelle ligne pour la politique étrangère de l'administration était en gestation. Le remaniement qui a accompagné le deuxième mandat de George W. Bush, malgré la sortie du réaliste-en-chef Colin Powell, qui de toutes manières n'exerçait qu'une influence limitée sur l'administration, semblait en effet confirmer le "crépuscule des néo-conservateurs" que certains partisans de Clinton avaient annoncé il y a 2 ans. ⁱⁱ

Néanmoins, ce que les auteurs de Time annonçaient comme marquant la fin de la "diplomatie de cowboy" - "il est évident que l'ascension de la Secrétaire d'Etat Condoleeza Rice est le signe d'un remaniement stratégique" - s'est aussitôt révélé n'être qu'une illusion, à la lumière des événements qui se sont déroulés par la suite lors qu'Israël a lancé son agression la plus brutale. Il s'est avéré que la diplomatie de cowboy était restée égale à elle-même.

Il est vrai de Condoleeza Rice a fait de son mieux pour farder quelque peu le visage de la politique étrangère de l'administration Bush, mais il n'y a pas eu de changement de fond significatif. Elle a été depuis le début l'un des piliers de cette administration, elle partage les mêmes délires de grandeur et folie de projets surdimensionnés que caractérise le reste de l'équipe. Nommée à la direction du Département d'Etat lors du deuxième mandat de Bush, la mission de Rice a consisté surtout à colmater les nombreuses brèches du navire de la politique étrangère de cette administration, et c'était en fait une mission impossible. Le navire coulait inexorablement dans les eaux sombres de la nappe de pétrole irakienne.

L'"hyper-pouvoir" US qui est capable de renverser n'importe quelle autre armée régulière du monde - ses dépenses militaires dépassent celle des plus de 200 Etats ailleurs dans le monde, et dont le seul budget militaire dépasse les PNB de tous les autres pays à l'exception de 14 parmi eux - a prouvé une fois de plus dans l'histoire contemporaine qu'il est incapable de contrôler des populations rebelles. Pour cette tâche, les gadgets meurtriers que possède le Pentagone sont peu efficaces. Pour contrôler des populations il faut des troupes: c'est une sorte d'industrie où la force de travail ne peut guère être remplacée par des machines. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les dictatures sont relativement plus à l'aise dans ce domaine, puisqu'elles peuvent mobiliser à volonté leurs populations, et ne craignent pas de payer un prix élevé en termes de vies de soldats.

Les US se sont montrés incapables de contrôler le Vietnam avec un taux de troupes d'occupation par rapport au nombre d'habitants beaucoup plus élevé que ce qui est le cas en Irak. Pourtant, le pouvoir militaire US est beaucoup plus important qu'à l'époque du Vietnam, et cela dans tous les domaines sauf celui qui est le plus crucial pour une occupation, à savoir les troupes. Le nombre de troupes US a été radicalement revu à la baisse depuis le Vietnam et la fin de la Guerre Froide. S'inspirant d'un esprit typique de l'époque du capitalisme de l'automation, le Pentagone pensait qu'il pouvait compenser la faillibilité des ressources humaines en dépendant lourdement d'armement sophistiqué - ce qu'on a appelé la "révolution dans les affaires militaires". C'est ainsi qu'il est entré dans ce qu'un analyste rebelle a appelé l'ère des guerres "post-héroïques" ⁱⁱⁱ Et de fait les US ont eu peu de mal à vaincre de manière "post-héroïque" l'armée irakienne de Saddam Hussein. Par contre, le fait de contrôler la population irakienne de manière "post-héroïque" s'est révélé être un défi d'une toute autre taille.

Depuis l'instauration de l'occupation en 2003, les US n'ont cessé de perdre graduellement le contrôle sur l'Irak. Ils ont été confrontés d'une part par le développement d'une insurrection armée dans les régions arabes sunnites du pays qui s'est avérée impossible à écraser avec le nombre limité de troupes d'occupation US disponibles. Car, si une armée envahissante n'est pas capable d'exercer un contrôle sur l'entièreté du territoire habité, comme le font habituellement les forces armées locales, il n'y a qu'une manière sûre de se débarrasser d'une insurrection armée qui se trouve sur son propre terrain "comme un poisson dans l'eau" comme l'a dit une fois Mao Zedong : vider l'eau de la marre. Ce qui signifie soit de commettre un génocide, comme l'armée Russe a commencé à le faire en Chéchénie, soit de déplacer la population vers des camps de concentration, ou une combinaison des deux, comme ont tenté de le mettre en pratique les US au Vietnam mais qu'ils n'ont pu mener à terme parce que la population américaine ne l'aurait pas toléré.

Par contre, il est apparu clairement dès la fin 2004 qu'en Irak, Washington devrait affronter un problème beaucoup plus grave. En effet, suite à sa propre bêtise et la promotion de certains amis Irakiens du Pentagone ou l'aveuglement stupide d'autres, l'administration Bush a été amenée à croire qu'elle pouvait gagner la sympathie d'une partie importante des Arabes chiites, majoritaires en Irak. Ceci s'est avéré désastreux, car le poids des organisations chiites fondamentalistes liées à l'Iran dépassait de loin ce que les sbires de Washington pouvaient glaner parmi les Chiites irakiens. Il ne restait donc à l'administration Bush d'autre alternative pour atteindre ses objectifs impériaux que la recette classique du "diviser pour régner". C'est ainsi qu'elle a cherché à promouvoir des antagonismes entre les trois principales composantes de la population irakienne: en contrant les Chiites avec les forces arabes sunnites en alliance avec les Kurdes. C'est ce qui a fini par encourager le glissement de l'Irak vers une guerre civile, en aggravant encore le spectacle d'ensemble de son échec à contrôler le pays. ^{iv}

Il n'y a aucun doute que la manière dont le Gulliver Américain s'est fait ligoter par les Lilliputiens irakiens a considérablement enhardi l'Iran, cet autre pilier moyen-oriental de ce que Georges W. Bush a appelé "l'axe du mal" au début de son assaut guerrier après le 11 septembre. L'attitude de défi, voire de provocation, de l'Iran contre le colosse US n'a été rendue possible que parce que ce dernier a prouvé, en Irak, qu'il avait les pieds d'argile. Les clients arabes de Washington ont tenté d'isoler le régime iranien comme étant chiite - un stratagème qui avait été utilisé avec

quelque succès après la révolution iranienne de 1979. Mais Téhéran a contré avec succès cette tentative par une surenchère par rapport à tous les régimes arabes dans son hostilité envers Israël, construisant ainsi son image de champion de la cause pan-islamiste.

Une des clefs expliquant le succès de Téhéran est l'alliance conclue avec le Hamas, l'incarnation la plus populaire du fondamentalisme islamique sunnite. Cette alliance s'est renforcée lorsque la section la plus importante des Frères Musulmans (dont le Hamas constitue la branche palestinienne), la section égyptienne, a apporté ouvertement son soutien aux déclarations provocatrices du Président iranien Ahmadinejad contre Israël. Puis l'accession du Hamas au pouvoir par l'élection palestinienne de janvier 2006 a porté un nouveau coup à la stratégie régionale de Washington. Téhéran a jubilé, jouant à nouveau la surenchère avec tous ses rivaux arabes, en apportant son soutien au nouveau gouvernement. C'est à ce moment qu'est intervenu Israël, considéré par Washington comme le sauveur probable de ce qui, sinon, apparaît de plus en plus comme étant un Titanic impérial.

Une fois de plus, en quatre décennies d'alliance stratégique entre le sponsor US et le champion israélien, Washington, qui croyait encore en la vieille réputation de savoir-faire infaillible des Israéliens dans leurs rapports avec leurs ennemis arabes, a déchaîné son protégé favori contre ceux qu'il estimait être les protégés de l'Iran, à savoir le Hamas et le Hezbollah. Ce que l'administration Bush n'a pas vu cependant, c'est que la réputation d'Israël a déjà été fortement érodée par son incapacité évidente à contrôler les territoires palestiniens occupés de 1967, et plus encore par son retrait (ressemblant à celui de Saïgon) du Sud Liban en 2002, après 18 ans d'occupation. Israël a donc déjà connu son Vietnam au Liban.

Et comme le Pentagone l'a fait après le Vietnam, les dirigeants de guerre israéliens sont passés, depuis le Liban, à une « politique militaire post-héroïque », comptant beaucoup plus sur la grande supériorité de leur matériel que sur la capacité de combat de leurs troupes au sol. Quand il a envahi le Liban en 1982, Israël se battait surtout contre les combattants de l'OLP : au Liban, ces derniers étaient tout sauf des « poissons dans l'eau », dans la mesure où ils avaient réussi à se mettre à dos la population libanaise par un comportement arrogant et maladroit. La résistance libanaise elle, qui a pris son élan dès 1982 et dans laquelle le Hezbollah en est venu à jouer un rôle majeur, était une toute autre histoire: c'était la première rencontre de l'armée israélienne avec une résistance armée véritablement populaire, avec des lignes de ravitaillement sur un terrain fait pour une guerre de guérilla. Israël se trouvait donc face au même dilemme que celui, décrit plus haut, concernant l'Irak et, tout comme cela s'est produit pour les troupes US au Vietnam, Israël fut obligé d'avalier la potion amère d'un retrait qui équivalait à une défaite.

La foi d'Israël en l'invincibilité de son armement supérieur – avec une arrogance exacerbée par l'amateurisme des actuels capitaines de l'équipage Olmert et Peretz dans le domaine militaire – a conduit les Israéliens à croire qu'en détruisant l'infrastructure civile du pays et en déversant un déluge de bombes sur ses régions peuplées majoritairement de Chiites, ils pourraient soit obliger le Hezbollah à capituler, soit pousser les Libanais dans une nouvelle guerre civile en prenant le Liban entier en otage. Ainsi, Israël a délibérément rasé des quartiers et des villages d'une manière n'est pas sans rappeler certains bombardements de la Seconde Guerre mondiale - ou un Fallujah à beaucoup plus grande échelle, et donc beaucoup plus visible. La nouvelle guerre de l'Etat d'Israël contre le Liban a révélé la furie meurtrière d'un acte de vengeance contre la seule population qui était parvenue à l'obliger à se retirer inconditionnellement d'un territoire occupé.

En ce qui concerne les conventions internationales qui définissent ce que constituent des crimes de guerre, le comportement criminel des forces armées israéliennes au Liban est allé au-delà des actes que les US ont perpétrés à une échelle de masse dans leurs tentatives militaires post-Vietnam, que ce soit en Irak ou en ex-Yougoslavie. En l'occurrence, l'assaut d'Israël contre le Liban est devenu un exemple bizarre de la politique dite de « extraordinary rendition » (littéralement reddition extraordinaire) rappelant la manière dont Washington agit avec des individus qu'il veut « interroger » sans se laisser entraver par les contraintes législatives américaines, et qu'il soustraite à ceux parmi ses clients qui ne rechignent pas à la dégoûtante

besogne de la torture. Maintenant c'est à Israël que Washington a confié la tâche d'en finir avec le Hezbollah, considéré comme une pièce majeure dans une contre-offensive régionale contre l'Iran, avec l'espoir qu'Israël puisse faire le sale boulot et accomplir la tâche sans s'exposer à trop de problèmes.

En exploitant une fois de plus sans vergogne l'horrible mémoire du génocide nazi contre les Juifs - une exploitation qui a atteint de nouveaux pics dans l'indécence à l'occasion de la présente guerre - les dirigeants israéliens ont cru qu'ils pourraient ainsi faire taire toute critique de la part de « la communauté internationale » - en fait les puissances occidentales. Et malgré le fait que ce réservoir de sympathie a indubitablement été ponctionné par chaque nouvelle escalade de la brutalité de la part d'Israël, cela fonctionne toujours. En effet, tout autre Etat dans le monde, qui aurait attaqué un pays voisin, commettant délibérément et de façon si concentrée dans le temps des crimes de guerre, comme le fait actuellement Israël au Liban, aurait concentré contre lui des critiques d'une ampleur qui n'a rien à voir avec les vagues et timides reproches qui ont été faits à Israël sur le thème de son exagération.

En dépit de tout cela, la brutale agression d'Israël ne pouvait pas réussir. Au contraire, elle s'est déjà avéré être, comme Ze'ev Sternhell la caractérise par un euphémisme, « la guerre la plus ratée ». Il conclut par une déclaration amère :

« Il est effrayant de penser que ceux qui ont décidé de s'embarquer dans cette guerre n'ont pas imaginé, même dans leurs rêves, son issue et ses conséquences destructrices pour tout le pays, les dégâts aussi bien politique que psychologique, le sérieux coup porté à la crédibilité du gouvernement et, oui, la mort inutile d'enfants. Face au désastre subi par les Libanais, le cynisme dont font preuve les porte-parole du gouvernement, officiellement ou non, ainsi que différents correspondants militaires d'ailleurs, surprend même quelqu'un qui a perdu depuis longtemps ses illusions de jeunesse. »

Loin de pousser les Libanais à une guerre civile, la brutale agression par l'Etat d'Israël n'a réussi jusqu'à maintenant qu'à les unir dans un ressentiment commun contre sa brutalité meurtrière. Loin de forcer le Hezbollah à se rendre, l'agression a fait de l'organisation fondamentaliste chiite l'ennemi le plus prestigieux qu'Israël n'ait jamais eu depuis sa victoire sur l'Egypte en 1967, faisant ainsi du chef du Hezbollah, Nasrallah, le héros arabe le plus populaire depuis Nasser. Loin de faciliter les efforts consentis par Washington et ses clients arabes pour dresser les uns contre les autres les Sunnites et les Chiïtes, cela a conduit à ce que beaucoup d'éminents prédicateurs du courant majoritaire sunnite proclament ouvertement leur soutien au Hezbollah. C'est le cas même des prédicateurs du Royaume saoudien - ce qui constitue l'humiliation ultime pour la famille royale saoudienne. Les Iraquiens ont quant à eux unanimement dénoncé l'agression israélienne, et Moqtada al-Sadr, le plus formidable ennemi iraquien de Washington et allié de Téhéran, a saisi l'opportunité d'organiser une immense manifestation à la hauteur de celle qu'il avait organisée contre l'occupation le 9 avril 2005.

Au moment où j'écris ces lignes, Washington poursuit ses efforts pour gagner un peu de temps supplémentaire pour Israël en imposant des conditions inacceptables à une Résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur un cessez-le-feu. Quant aux généraux israéliens, mis devant l'échec total de leur campagne de bombardement « post-héroïque », ils sont engagés dans une course contre la montre afin de s'emparer du maximum de territoire au Sud-Liban, dans une offensive terrestre « post-héroïque » totalement destructrice, au prix le plus bas possible en vies de soldats israéliens.

Mais le maximum qu'ils puissent raisonnablement espérer maintenant, c'est de rendre ce territoire à une force internationale qui soit acceptée par le Hezbollah. Le Président français Jacques Chirac lui-même, bien qu'il soit sur le dossier libanais un proche collaborateur de Washington depuis 2004, a insisté sur le fait que l'accord du Hezbollah était une condition qui devait être remplie. Assurément, aucun pays sur terre n'acceptera de tenter au Liban la mission que l'Etat d'Israël lui-même n'a pas été capable de mener à bien. Et l'organisation chiite a déjà déclaré qu'elle

n'accepterait aucune force ayant un mandat allant substantiellement plus loin que celui détenu actuellement par la FINULE, qu'Israël considère comme une nuisance.

Quelle que soit l'issue finale de l'actuelle guerre contre le Liban, une chose est déjà claire : au lieu d'aider à repêcher le bateau de l'Empire US qui est en train de sombrer, le bateau de secours israélien a accéléré son naufrage, et la barque est actuellement en train de couler avec le navire.

Notes :

1. Mike Allen et Romesh Ratnesar, « The End of Cowboy Diplomacy, » Time du 17 juillet 2006.
2. Stefan Halper et Jonathan Clarke, « Twilight of the Neocons, » Washington Monthly de mars 2004.
3. Edward Luttwak, « A Post-Heroic Military Policy, » Foreign Affairs, vol. 75, no 4, juillet/août 1996.
4. J'ai décrit ce processus dans Perilous Power (voir biogr. ci-dessous). Un extrait sur l'Irak de 2006 sera bientôt disponible sur l'Internet.
5. Ze'ev Sternhell, « The Most Unsuccessful War. » Haaretz du 2 août 2006.

Gilbert Achcar a passé son enfance au Liban et il enseigne aujourd'hui les sciences politiques à l'Université de Paris VIII. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont, en français, L'Orient incandescent (Page deux, Lausanne, 2003) et Le choc des barbaries (Complexe, 2002 ; 10/18, 2004). Le présent article a été transmis à Z-net par Stephen R. Shalom, éditeur des Editions Paradigm, où doit paraître le prochain ouvrage de Gilbert Achcar "Perilous Power".(traduit par nos soins)

Pour vos remarques et suggestions : <mailto:nonalaguerre@bluewin.ch>.
